

Dans ce texte, Jean-Marie Harribey réagit à la [recension critique](#), écrite par Gilles Rotillon et publiée sur Contretemps, de son ouvrage [En finir avec le capitalovirus. L'alternative est possible](#) (Dunod, 2021).



Mon collègue Gilles Rotillon a consacré un texte détaillé à commenter mon dernier livre *En finir avec le capitalovirus*, *L'alternative est possible*. D'emblée, je le remercie pour l'attention qu'il lui a portée. Dans « Un virus peut en cacher une autre, Comment en finir avec le capitalovirus »^[1], il commence par donner un aperçu rapide des chapitres de mon livre, mais l'essentiel de son texte porte une critique acérée de celui-ci. À tel point que, en nombre de signes, cette rude critique occupe plus des trois quarts du texte. L'affaire est donc suffisamment importante pour me donner à réfléchir et cerner les points faibles de mon entreprise.

Le gros reproche que m'adresse Gilles Rotillon est de ne pas avoir examiné quelles étaient les forces sociales susceptibles de porter l'alternative au capitalisme que je dessine et, par contrecoup, de ne pas définir ses conditions politiques. Et ce reproche peut se décliner, dans le texte de Gilles Rotillon, sous plusieurs aspects.

La « plus grande faiblesse » en cacherait beaucoup d'autres

Le premier est que j'énoncerais « moins une stratégie qu'une orientation » car, écrit-il, « il ne suffit pas de dire ce qu'il faudrait faire, ni même d'indiquer la direction à prendre pour que les propositions s'actualisent ou que la trajectoire suivie s'infléchisse vraiment. L'Histoire nous enseigne qu'il n'existe pas de conquête sociale d'importance qui n'ait été obtenue sans luttes acharnées et sans résistances toutes aussi fortes. C'est pour moi la plus grande faiblesse du livre que de ne pas évoquer, ne serait-ce qu'en note, l'ardeur que mettra le capitalisme à lutter contre toute tentative de transformation révolutionnaire, c'est-à-dire avec pour objectif la sortie du capitalisme. »

Cette remarque de Gilles Rotillon rappelant l'histoire des luttes sociales est juste et très intéressante. Le problème est que le capitalisme « ne mettra pas d'ardeur à lutter contre toute tentative révolutionnaire », il la met déjà et en permanence, c'est même son ADN depuis son origine. Et mon propos est justement de montrer que les transformations que subit le travail, la précarisation de celui-ci, la privatisation et la marchandisation des services non marchands, des connaissances, du vivant et de tout ce qui bouge sur la planète sont les moyens de sa lutte de classes, jusque dans la quasi-privatisation de la monnaie mise à son service.

La menace n'est donc pas future, elle est omniprésente et je m'inscris dans le courant de pensée qui considère que la financiarisation de l'économie est la réponse de la bourgeoisie mondiale aux contradictions de son système productif – tant sociales qu'écologiques – et non pas la cause de celles-ci^[2]. Donc, il s'ensuit que la violence avec laquelle le capitalisme impose ses transformations est précisément dans mon analyse la marque de sa « réaction ».

La crise globale du capitalisme global est le point de départ et le socle de ma compréhension de la situation. Comme toutes mes propositions qui suivent reposent sur ce diagnostic de la crise du capitalisme, n'est-il pas surprenant que Gilles Rotillon n'en examine pas la pertinence ? L'essentiel de mon propos est de s'appuyer sur les concepts de Marx pour comprendre la crise capitaliste et de s'inspirer de Polanyi pour légitimer la démarchandisation de la force de travail, des communs et de la monnaie, associée à une répartition juste des revenus, c'est-à-dire l'envers de la crainte exprimée par l'anthropologue hongrois quand il examinait la « grande transformation » du capitalisme.

Cette mise bout à bout de Marx et Polanyi, sinon ce rapprochement, est rarement faite ; le plus souvent, les épigones de Polanyi l'opposent à son prédécesseur, j'y vois au contraire une certaine continuité que je place au centre de mes deux derniers livres. C'est là ma problématique, que Gilles Rotillon ne voit semble-t-il pas. Sans doute n'est-elle pas suffisamment répétée !

Le deuxième aspect de la critique de Gilles Rotillon renforce ma surprise. Le titre d'un de ses paragraphes est « L'absence d'une réflexion sur les conditions politiques qui rendraient l'alternative possible ». Or, il enchaîne aussitôt : « je ne reproche pas à Jean-Marie Harribey de ne pas expliciter une stratégie de mise en œuvre de ses propositions, ni même de définir les conditions politiques qui seraient nécessaires pour cela », ce qui est contradictoire avec le titre du paragraphe, mais c'est pour préciser le reproche : « mais juste de ne pas dire qu'elles n'existent pas encore en s'interrogeant sur les raisons de cette absence et de ne pas mentionner les formidables résistances que ses propositions ne pourront que susciter ».

Il s'agit donc en partie de la même critique que ci-dessus, à laquelle il ajoute la question de savoir pourquoi les conditions d'une alternative sont absentes. Gilles Rotillon a raison sur un point : les conditions politiques du dépassement du capitalisme sont aujourd'hui encore absentes dans nos sociétés. Mais est-ce là exactement l'objet de mon livre et est-ce là mon champ de compétences ? J'y reviendrai.

Le troisième aspect de la critique de Gilles Rotillon porte sur le fait que je ne verrais pas la « complémentarité » entre de nombreuses propositions alternatives (de celles de Bernard Friot à celles de Frédéric Lordon ou de Benoît Borrits ou d'Éloi Laurent, etc.), alors que je prends quelques distances avec elles, sans pour autant invalider tous les attendus de départ, à savoir les éléments factuels de la dégradation sociale et écologique. Et Gilles

Rotillon de me renvoyer à Romaric Godin qui, « lui »^[3], voit des alternatives complémentaires. Prenons l'exemple du salaire à vie auquel je consacre dans ce livre une seule page, parce que, dans de multiples articles antérieurs et référencés, j'ai longuement discuté avec son théoricien.

J'acquiesce au projet normatif de bâtir un communisme, mais je conteste l'échafaudage théorique de Bernard Friot, bâti selon moi sur une mauvaise interprétation de la distinction entre valeur d'usage et valeur au sens de Marx, impliquant une validation sociale de cette dernière. De la même façon, j'approuve complètement la garantie d'un revenu à tous ceux qui ne peuvent accéder à l'emploi, mais je critique le revenu d'existence. Et je ne vois pas comment Gilles Rotillon pourrait trouver une complémentarité entre ce revenu et la protection sociale que celui-ci remplacerait au moins en partie.

Autre exemple, dans tous mes livres, je plaide pour la sortie du capitalisme, de son productivisme et donc de la croissance économique éternelle, mais je critique les critiques sommaires du fameux PIB qui mesure cette croissance. Et je ne comprends toujours pas comment Gilles Rotillon verrait une complémentarité entre la proposition d'abandonner le PIB venant de nombreux décroissants et celle de continuer à mesurer l'évolution du revenu national et surtout de son partage.

Trop de questions, pas assez de réponses ?

Il y a un dernier aspect de la forte critique que m'adresse Gilles Rotillon : « l'oubli dommageable de Lucien Sève », qui occupe une grande place dans son texte. Il est vrai que, bien que j'aie rencontré une fois Lucien Sève dans une émission de France Culture où nous étions invités tous les deux (et où nous étions en accord), je n'ai pas mobilisé son travail dans mon livre. Il est vrai aussi que mon *En finir avec le capitalovirus* s'aventure sur un terrain que je n'avais pas exploré méthodiquement dans mes ouvrages précédents ; la crise du Covid-19 m'a obligé à le faire. Et Gilles Rotillon me reproche d'avoir posé beaucoup de questions et apporté peu de réponses.

Mais faire ce reproche montre qu'il n'accorde pas la même importance que moi à l'extrême complexité et à l'incertitude qui ressortent des travaux de l'anthropologie, notamment au sujet du rapport Homme/Nature, du statut à donner à celle-ci, objet de devoirs de la part des humains ou bien sujet de droits. Le pire dans la critique de Gilles Rotillon est de m'attribuer l'idée que « [dans l'anthropologie occidentale] le corps est le commun des humains et des non-humains, [...], l'âme étant l'apanage des humains », alors que j'expose la controverse qui existe au sein même de l'anthropologie contemporaine. Je veux bien admettre que je m'exprime mal, mais, sur ce point, Gilles Rotillon a mal lu.

Il a d'autant plus mal lu que, d'articles en articles et de livres en livres, j'essaie, lentement et modestement, de clarifier (au moins dans mon propre cerveau) ce qui reste sans doute l'un des points les plus délicats au sein des sciences sociales en général et du marxisme en particulier, à savoir la relation dialectique entre les structures sociales et les individus, et aussi entre les structures sociales et les représentations, Marx aurait sans doute dit entre l'infrastructure et les superstructures. C'est ce qui explique que je suis convaincu par les travaux des anthropologues comme Maurice Godelier (pour qui l'idéal est dans le matériel) et Claude Meillassoux, auxquels je me référais dans *Le trou noir du capitalisme* pour, déjà, poser les bases d'un dialogue avec l'anthropologie^[4].

Le propre d'une bonne discussion est de cerner convenablement les points d'accords et de désaccords et, dans une recension, de situer la progression d'une réflexion le plus souvent de longue haleine[5]. Ce qui m'a frappé le plus dans l'épisode qui a suivi la survenue de la pandémie du Covid-19 et qui a suscité l'écriture de mon livre sur le vif, c'est moins la nature de la crise multidimensionnelle du capitalisme, sur laquelle je rabâche depuis plus de trente ans les mêmes choses (pardon pour les lecteurs assidus s'il y en a !) que le caractère épistémologique des questions posées. Et je les ai illustrées dans mon livre en montrant les contradictions conceptuelles du « prix de la vie », de la « distanciation sociale », des « rapports entre la réalité et ses représentations », toutes questions épistémologiques sur lesquelles Gilles Rotillon reste silencieux, alors que je considère que, s'il y a un zeste de nouveauté par rapport à mes livres antérieurs, c'est là-dessus.

Gilles Rotillon émet une hypothèse pour expliquer pourquoi j'en « reste à [mes] propositions sans analyser les conditions politiques nécessaires à leur mise en œuvre » : ce serait parce que je n'aurais pas compris que « l'individu est une construction sociale » au même titre que toutes les représentations. Et il poursuit :

« [l'individu] n'a pas une nature humaine donnée mais une construction endogène des individualités dont a besoin le capitalisme pour « persévérer dans son être ». Et heureusement il y a aussi des résistances, des initiatives de coopération de toutes natures qui montrent que la pente n'est pas fatale, même si elle est dominante. Et en même temps [...] cette formation endogène des personnalités dont a besoin le capitalisme devient de plus en plus difficile au fur et à mesure où il atteint ses limites. »

Gilles Rotillon a-t-il lu encore trop vite ce que j'écris en de nombreux endroits, à savoir que le capitalisme entreprend en permanence ce que Marx décrivait comme la « subsomption » des travailleurs au capital, mais ne réussit jamais à leur enlever la capacité de chercher et de trouver un sens à leur action ?[6] Ainsi, dans un cadre social donné, l'humain se produit lui-même en produisant ses conditions d'existence, et c'est sur ce point que réside le danger d'une « distanciation sociale », antithèse du lien social. J'ai consacré vingt-cinq pages à la « centralité du travail » et aux capacités de résistance des travailleurs dans *Le trou noir du capitalisme*, que je n'ai pas répétées dans *En finir avec le capitalovirus*, mais que Gilles Rotillon connaît bien puisqu'il m'en avait parlé, et je termine le présent livre en revenant sur les conditions de la construction du lien social, dont l'explicitation par les sciences sociales est nécessaire, préoccupation absente de la science économique officielle.

Que faut-il faire ?

Au total, je comprends que le point fort de la critique de Gilles Rotillon est que je n'ai pas fait un livre de science politique pour savoir comment mettre en marche les conditions politiques permettant de rassembler les forces sociales qui pourraient porter l'alternative ou les alternatives au capitalisme. C'est exact, je n'ai pas fait cela, même si mes propositions de réhabilitation du travail, de réduction drastique des inégalités de revenus, d'institution des communs et de socialisation de la monnaie sont à la fois des objectifs et des moyens pour amorcer stratégiquement la transition sociale et écologique. Mais il est vrai que ce n'est pas un livre politique comme on en voit en période pré-électorale.

D'abord, ce n'est pas de ma compétence d'économiste ou plutôt de socio-économiste, je ne suis pas politiste, ni essayiste de métier. Ensuite, même si je l'étais, je continuerais de penser que la mise en œuvre d'une stratégie de transformation sociale relève des classes en lutte et pas des théoriciens. Et, à supposer même qu'un effet performatif puisse jouer, je ne pense toujours pas que cela mérite d'attribuer aux intellectuels la responsabilité de cette transformation.

Autrement dit, ce que souhaite Gilles Rotillon, et dont il me reproche l'absence dans ce livre, relève de la tâche du citoyen, du travailleur et de leurs organisations. Et comme je n'ai pas fait un livre de mes mémoires, n'ayant pas encore été atteint du syndrome de l'ego au-dessus de tout, je ne raconte pas dans ce livre ce que j'essaie de faire dans la vie (la vraie vie, celle en dehors du travail d'économiste). Il est vrai que j'ai tout le temps échoué : monter à l'assaut des centrales nucléaires en construction dans les années 1970, batailler contre la mondialisation capitaliste en animant une association altermondialiste ou contre les réformes des retraites des années 1990 à aujourd'hui[7], le bilan est maigre... Mais ce bilan est celui des mouvements sociaux et politiques, dont personne aujourd'hui n'arrive à renverser la tendance. Si Gilles Rotillon a des idées, qu'il les divulgue !

Mais pense-t-il vraiment que ce soit notre rôle ? Dans son livre *Le climat ET la fin de mois*, Gilles Rotillon ne se risque pas non plus à aborder les questions concrètes de stratégie politique. Il tente de répondre lui aussi à la question « que faire ? », mais il se borne à un commentaire de ce qu'ont écrit beaucoup d'autres auteurs actuels. C'est lui-même qui écrit : « Tout cela [les objectifs de réforme à engager] donne le sens des actions à entreprendre, à savoir toutes celles qui approfondissent les conquêtes sociales favorables aux travailleurs et luttent contre leurs remises en cause. Ce ne sont pas des luttes pour le « Grand soir » mais pour que le processus de transition de sortie du capitalisme puisse se dérouler sur les bases les plus fermes possibles. Il y a là de quoi remplir des vies et les enrichir sans désespérer Billancourt. »[8]. Je partage son avis, mais avouons que nous en restons au stade préliminaire, indispensable mais limité par la force des choses.

Enfin, je remercie Gilles Rotillon pour ses conseils en marxisme. J'en ai toujours besoin, surtout pour couvrir les domaines qui m'intéressent, comme celui de l'articulation entre le social et l'écologie, un travail essentiellement d'ordre théorique au cœur de la démarche écosocialiste élaborée par une petite poignée de marxo-écologistes aujourd'hui, et ainsi contribuer à jeter à bas le galimatias de l'orthodoxie économique et de ses faux concepts.

On pourrait me rétorquer que l'économie est politique – c'était d'ailleurs le premier nom de la discipline économique – et que le théoricien devrait s'engager plus avant en tant que théoricien. Mais il faut comprendre « politique » dans « l'économie politique » en son sens originel, comme se rapportant à l'organisation de la cité et non pas à la stratégie pour conquérir le pouvoir ou l'organiser dans cette cité. Et donc je plaide coupable : je ne suis pas capable d'écrire un livre total qui embrasserait la socio-économie et la stratégie politique pour répondre à la lancinante question depuis plus d'un siècle : que faut-il faire ?, c'est-à-dire « trouver les leviers », comme le dit Gilles Rotillon à la fin de son texte, « la difficulté principale », que, comme d'autres, il pressent bien, mais qu'il ne surmonte pas davantage que quiconque. Comme quoi, « la critique est aisée, mais l'art est difficile ».

Notes

[1] Dans *Contretemps*, 22 octobre 2021,

<https://www.contretemps.eu/capitalisme-covid-economie-alternative-harribey>.

[2] C'était aussi la thèse défendue par notre ami Michel Husson, notamment dans « « Stagnation séculaire » ou « croissance numérique » ? », janvier 2016,

<http://hussonet.free.fr/stagna16.pdf>.

[3] Romaric Godin, dont les investigations sont souvent remarquables, pense que « La première donnée est le caractère inédit de la crise sanitaire. Économiquement, cette crise a été administrée : l'économie a été fermée et des revenus de substitution ont été organisés par l'État. Il ne s'agit donc pas d'une crise classique interne au système productif comme celle de 2008. » Je soutiens au contraire le point de vue inverse car la pandémie trouve son origine dans la crise globale du système productif capitaliste. C'est le point de départ de mon livre : l'endogénéité de la catastrophe sanitaire par rapport au capitalisme, suivie du sauve-qui-peut gouvernemental. Romaric Godin titre l'article dont est tirée la citation ci-dessus : « Économie : Le retour de la croissance ne règle pas tout » (*Mediapart*, 2 novembre 2021) ; je pense que le retour de la croissance ne règle rien.

[4] J'ajoute que, en tant que directeur de la revue *Les Possibles*, j'ai coordonné un dossier « Vers la fin de la séparation société/nature ? », n° 26, Hiver 2020-2021,

<https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-26-hiver-2020-2021>, dans lequel je dialogue avec les anthropologues.

[5] Il est vrai que personne n'est obligé de suivre et de lire toutes les étapes par lesquelles je suis passé : de *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail* (L'Harmattan, 1997, condensé de ma thèse de doctorat), à *La richesse, la valeur et l'ineffable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste* (Les Liens qui libèrent, 2013), *Le trou noir du capitalisme, Pour ne pas y être aspiré réhabiliter le travail, instituer les communs et socialiser la monnaie* (Le Bord de l'eau, 2020), *En finir avec le capitalovirus, L'alternative est possible* (Dunod, 2021).

[6] Voir notamment p. 69 et, dans *Le trou noir du capitalisme*, p. 166-190.

[7] Qu'il me soit permis de rappeler seulement que je fus l'un des deux initiateurs de l'« Appel Attac-Copernic » contre la réforme des retraites de Sarkozy en 2010 et que j'en écrivis le texte, avant de co-animer la campagne avec mes amis. Il s'en fallut peut-être de peu que l'issue de la bataille fût autre.

[8] Gilles Rotillon, *Le climat ET la fin de mois* (Éd. Maïa, 2020), p. 175 du tapuscrit.